



Déclaration préalable au Conseil d'administration du 3 juillet 2019

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Administrateurs,

Aujourd'hui et à quelques jours des vacances d'été, il vous est proposé de faire une sorte de relevé des compteurs au travers du rapport d'activité 2018 et d'examiner le programme d'activité 2019. La discussion sur le budget 2019 est derrière nous et le programme d'activité d'une année déjà bien engagée constitue un sujet plutôt consensuel. Après plusieurs réunions houleuses, le CA paraît devoir connaître aujourd'hui une phase d'apesanteur. Les absences aujourd'hui du Commissaire du Gouvernement et de plusieurs représentants des collectivités sont à cet égard révélatrices.

Aux yeux de FO, cette réunion apparaît quelque peu irréaliste.

Le Cerema connaît une transformation majeure à la fois pour complaire au Ministère de l'Action et des comptes publics et au profit des collectivités territoriales, et leurs représentants ne se donnent pas même la peine d'être présents.

En outre, les problèmes les plus criants auxquels le Cerema doit faire face ne seront pas évoqués à ce CA :

- le déménagement des agents du Bourget qui se passe dans une ambiance pesante d'incertitude et de mépris pour les agents, qui n'est pas sans rappeler ce qui s'est déroulé à Nice ;
- la chute vertigineuse des moyens humains et matériels qui désorganisent l'ensemble de l'activité, y compris dans les équipes que le Cerema doit mobiliser pour expertiser le patrimoine des ouvrages d'art des communes ;
- la nouvelle purge que vont connaître les fonctions support après des années de rationalisation et d'attrition, qui déstabilise un peu plus les agents ;
- la privatisation rampante de l'établissement, avec le développement de l'emploi précaire, le recours aux contractuels, le renforcement du management par les objectifs financiers, la remise au pas de la recherche ;
- un Cerem'Avenir, qui met tout à plat maladroitement avec une segmentation réalisée à la va-vite, un abandon de pans entiers d'activité et le primat donné aux impératifs financiers de l'Établissement, alors que les collectivités pauvres en ingénierie qui réclament le plus notre intervention n'ont pas les moyens de nous financer et ne font pas de discrimination thématique ;
- la réorientation massive de l'activité : le modèle ne changera pas en quelques mois.
- la remise en cause de domaines d'activités et de postures d'agents, les invitant à quitter le Cerema « par la porte ou par la fenêtre », ou à se remettre en cause, car « il n'y a pas d'alternative », il n'y aurait pas de plan B
- les augmentations irréelles annoncées pour les recettes de tiers et la productivité ;
- les mesures d'accompagnement dont les principes sont toujours louables mais dont la concrétisation humaine reste à prouver ;
- les injonctions paradoxales dans lesquelles continue de se débattre l'Établissement : dégager plus de fonds propres et rendre publiques ses données et ses programmes.

En revanche, toujours rien sur l'essentiel à savoir comment travailler juridiquement avec les collectivités sans mise en concurrence ?!!!!

Du coup, les directions réduisent leur activité pour le compte de l'État sans compenser par des interventions au profit des collectivités ?!!!!

Il nous semble regrettable que nous n'ayons pas profité de ce CA pour prolonger le débat commencé lors de notre dernier conseil sur Cerem'Avenir, tandis que les agents n'adhèrent pas à ce projet encore bien flou, comme en témoigne l'enquête réalisée auprès d'eux.

A ce titre, débattre du programme d'activité 2019 paraît quelque peu surréaliste, alors que les moyens de le réaliser font l'objet de coupes sombres et que l'avenir du Cerema passe par la purge.

Par ailleurs, nous nous réjouissons de la mise en place de la comitologie présidant à la programmation et de l'avancée de la rédaction de la convention ANCT. Il n'en demeure pas moins que la gestion de cette nouvelle constellation n'est pas sans soulever des difficultés majeures d'organisation et de coordination. De plus, FO voit mal comment le nouveau processus de programmation s'articulera avec la prise en main par les préfets de l'Établissement qui se dessine au travers de la mise en place de l'ANCT. Tout comme FO comprend mal comment les collectivités se contenteront du « freemium », amené à devenir la voie royale de prise de commande...

Enfin, petite anecdote comique, c'est finalement grâce aux Organisations Syndicales que le CA peut se réunir, suite aux boycotts de certains administrateurs. Les représentants du personnel sont responsables et déterminés à poursuivre le combat pour la sauvegarde de notre patrimoine commun face aux diktats financiers court-termistes. Le Cerema a besoin de sérénité et non de maltraitance ou de mépris.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Administrateurs,

FO vous remercie,